

Antoine Basbous (Directeur de l'Observatoire des pays arabes (1).)

## Antoine Basbous : « Mohamed ElBaradei est intègre : il représente une chance pour l'Égypte »

Par Michel de Grandi | 05/07 | 06:00



### Cette crise inaugure-t-elle une période d'instabilité ?

Il faut être devin pour répondre. A ce stade, il y a plusieurs hypothèses. La plus radicale : celle tout d'abord où les Frères musulmans se déclarent prêts à verser leur sang pour sauver la légitimité de Mohamed Morsi. Cette ligne vaut appel au djihad et n'est pas sans rappeler le scénario à l'algérienne des années 1990. L'autre hypothèse est bien sûr plus modérée : les Frères musulmans peuvent faire amende honorable, reconnaître leurs erreurs de gestion et en tirer les conclusions qui s'imposent. La paix civile peut alors s'installer. Cela se fera au profit de l'Etat égyptien. Le pays est aujourd'hui totalement désorganisé, plus rien ne fonctionne ni l'électricité, ni le gaz, ni l'eau, ni les transports. Or les Egyptiens avaient élu les Frères musulmans pour en finir avec le chômage, pas pour augmenter les prières. Les manifestants aujourd'hui, ce sont à la fois les classes moyennes, libérales, les déçus des Frères musulmans, les salafistes mais aussi les Coptes, qui n'ont pas été très bien traités.

### Quelle structure va émerger ?

Les Frères musulmans constituent la structure politique historique. D'autres partis ont émergé plus récemment, notamment les salafistes. Cela montre que les Frères musulmans sont défaits et n'ont pas le monopole de la structure partisane. Le jeu est donc très ouvert aujourd'hui. Parmi les candidats potentiels, il y a à mon sens un homme capable de faire passer le pays du XIX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle, c'est Mohamed ElBaradei. Il est laïc, moderne, a vécu à l'étranger. Il est intègre et reconnu. Il représente à mon sens une chance pour l'Égypte.

## **Quelle sera la marge de manœuvre de la nouvelle équipe ?**

Il faut des réformes et il est nécessaire que le pays s'y engage. Il reste dans les caisses de l'Etat, l'équivalent de deux mois d'importations. Jusque-là, le Qatar a apporté son aide financière et payé les salaires égyptiens. Je pense que l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis vont désormais prendre le relais. Pour avoir les lignes de crédit nécessaires, notamment du FMI, celui qui viendra au pouvoir va devoir remettre en ordre le pays, le moderniser tout en rassurant à l'étranger. Les investisseurs et les touristes reviendront. Mohamed Morsi avait refusé cette voie. Si, au contraire, c'est une ligne radicale qui prévaut, si les barricades demeurent, la violence durera et la situation restera alors très difficile.

**Michel De Grandi**

(1) Auteur de « Le Tsunami arabe » Fayard 2011